

## QUEL RÔLE AUJOURD'HUI POUR L'ARME NUCLÉAIRE SUR L'ÉCHIQUIER INTERNATIONAL ?

Quentin ALBERT  
Alexandre LIEBERMANN

**Sommaire :**

- I- Prolifération-Dissuasion : une logique irréconciliable
- II- Pourquoi se doter encore de l'arme nucléaire ? Etude du cas iranien
- III- Quelle légitimité pour l'arme nucléaire aujourd'hui ?



**Les Yeux du Monde.fr**

## Introduction

« *Un monde sans arme nucléaire serait moins stable et plus dangereux pour nous tous* » avait déclaré Margaret Thatcher durant les années 1980. Trente ans plus tard, le club des puissances nucléaires compte neuf membres, mais les candidats pour un dixième poste officieux demeurent très peu nombreux. Détenir l'arme est en effet un processus long, extrêmement coûteux, tant financièrement que géopolitiquement. Est-ce à dire que l'obtention de l'arme nucléaire engendrerait plus de pertes que de gains sur la scène internationale ? Est-ce à dire que le statut de puissance nucléaire ne sert plus véritablement de dessein géopolitique ? Ce dossier a pour objectif de montrer en quoi il n'existe guère de manichéisme sur ce sujet. En effet, les débats sur l'arme nucléaire, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, ne se cantonnent pas à la seule course à la prolifération et à son antithèse, à savoir la recherche d'une dénucléarisation partielle (voire totale) à l'échelle du globe.

## Prolifération et Dissuasion : une logique irrécyclable

Historiquement, le principe de dissuasion est presque aussi vieux que le nucléaire lui-même. Dès les années 1950, de nombreux scientifiques (parmi lesquels Robert Oppenheimer, en charge du projet Manhattan) tirent la sonnette d'alarme : l'arme nucléaire présente un risque pour l'équilibre diplomatique mondial. Mais c'est véritablement en 1964, lors du premier essai nucléaire chinois, que les grandes puissances nucléaires occidentales (Etats-Unis, France, Royaume-Uni) mettent en exergue la nécessité d'endiguer la prolifération rampante aux quatre coins de la planète. Un phénomène d'autant plus dangereux qu'il se développe particulièrement dans des pays qui menacent, à l'époque, directement ou indirectement les Etats-Unis (Chine, Inde, puis Corée du Nord au début des années 1980...).

C'est là que naît le principal paradoxe du nucléaire militaire, aporie encore patente aujourd'hui : comment concilier de manière objective, rationnelle et logique le fait que pour certains pays l'arme nucléaire est un outil vital - à la fois dans leur propre intérêt mais également dans l'optique de canaliser les tensions interétatiques à l'échelle internationale - et qu'ils dénoncent dans le même temps les velléités d'autres Etats, sous prétexte de l'existence d'un "risque" d'embrasement ? Quelle légitimité peut-on (ou doit-on) accorder à la dissuasion nucléaire aujourd'hui ?

*Dissuasion et lutte contre la prolifération :* La dialectique qui lie dissuasion et prolifération nucléaires est complexe. D'un côté, il semble aujourd'hui impensable pour certains pays de se passer de cet argument de poids sur l'échiquier international ; de l'autre, la communauté internationale stigmatise les programmes d'enrichissement de certains Etats désireux de posséder un arsenal militaire chimique et/ou nucléaire. La plus grande difficulté qui gravite autour de la dissuasion tient principalement au fait que celle-ci ne s'appuie pas sur des états de fait objectifs, mais repose essentiellement sur des interprétations, des analyses totalement subjectives. La notion de « risque » géopolitique peut évidemment être considérée sous des angles bien différents. A partir de quel seuil par exemple un pays est-il considéré comme « dangereux » ? Sous quelles conditions peut-on lancer des sanctions à l'encontre d'un Etat proliférant ?

Pendant la Guerre Froide, dissuader signifiait empêcher par un moyen de pression diplomatique l'utilisation d'une arme nucléaire ou biologique. Aujourd'hui, la dissuasion s'articule principalement autour du démantèlement des programmes d'enrichissement jugés "potentiellement dangereux" par la communauté internationale. D'une dissuasion défensive, on est passé à une lutte agressive contre ce que l'on appelle désormais le "terrorisme nucléaire". Cette attitude agressive s'explique en partie par le cas du programme nucléaire irakien. Au sortir de la Guerre Froide, les Etats-Unis sont pris de court par l'Irak qui engage à l'époque un programme nucléaire militaire, conjointement à l'invasion du Koweït qui déclencherà la Première Guerre du Golfe. Pour la première fois, les Etats-Unis vont user de la dissuasion à l'encontre de l'Irak, non pas pour prévenir de l'usage d'une arme nucléaire, mais pour empêcher le programme d'enrichissement irakien. C'est la première fois que les Etats-Unis interviendront (avec l'appui des Nations Unies) aussi ouvertement pour empêcher la poursuite d'un programme nucléaire clandestin dans un Etat. Et si les Américains ont rapidement renoncé à l'emploi de l'arme nucléaire en guise de représailles (en particulier en raison des difficultés et du coût qu'engageraient de telles décisions), le fait qu'ils ont délibérément convaincu les dirigeants irakiens qu'ils étaient prêts à le faire atteste de toute la puissance de la dissuasion.

Cette nouvelle forme de dissuasion à l'encontre des programmes d'enrichissement nucléaire, si elle constitue aujourd'hui l'essentiel des dispositions mises en place par la communauté internationale,

n'a pas totalement effacé la dissuasion à l'encontre de l'usage d'une arme nucléaire, cette dernière s'attaquant principalement au risque de terrorisme nucléaire ou chimique. Mais que ce soit pour l'une ou l'autre forme de dissuasion, le paradoxe reste le même : certains Etats possédant des technologies nucléaires avancées s'arcbutent contre la montée en puissance de nouveaux Etats nucléaires, arguant le fait que ces derniers pourraient faire mauvais usage de la bombe. Reste alors à comprendre comment la dissuasion s'attache à lutter contre la prolifération nucléaire.

#### *Comment s'organise la lutte contre la prolifération à l'échelle internationale ?*

Créée en 1957, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) avait pour objectif à ses origines d'établir un état des lieux des programmes d'enrichissement nucléaire en vigueur dans le monde. Mais dès ses débuts, cette entité montre une faiblesse qui lui fait défaut encore aujourd'hui : une grande partie (plus restreinte aujourd'hui) des rapports établis par l'AIEA repose sur les déclarations (et donc la bonne foi) des Etats. Inutile donc de préciser que les pays qui désiraient poursuivre des activités d'enrichissement illicites pouvaient agir comme bon leur semblaient, montrant patte blanche aux yeux du monde. C'est notamment le cas de la Chine qui cache jusqu'en 1964 (lors de son premier essai nucléaire) ses intentions en la matière. Face à un tel état de fait, les puissances nucléaires de l'époque décident la signature d'un Traité de Non-Prolifération (TNP) en 1968 qui vise dans un premier temps à freiner l'expansion de programmes nucléaires militaires, et qui stipule dans un second temps les conditions de démantèlement des arsenaux des puissances nucléaires affirmées. Néanmoins, le TNP est lui aussi largement inefficace - l'Irak en est signataire et a pu suivre un programme nucléaire illicite dans les années 1990 par exemple. Institué par les pays les plus armés en têtes nucléaires de la planète, il est en effet compréhensible de ne voir que de lentes évolutions vers un désarmement nucléaire. Les Etats les plus puissants sur le plan nucléaire – Etats-Unis et Russie en tête – avancent à pas de loup vers un désarmement, et les exactions des *rogue states* ne font que retarder un processus déjà si long à mettre en place. Et, selon le TNP, le désarmement en tant que tel n'est que la troisième et dernière étape du programme. Les évolutions sont donc très lentes vers un désarmement, même si plus de la moitié des arsenaux russes et américains ont été démantelés depuis la fin de la Guerre Froide.

Face à l'impuissance des traités internationaux ou de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique

(AIEA), les Etats-Unis ont longtemps cherché à avoir la mainmise sur l'organisation d'une dissuasion à l'égard des proliférants. Jouissant d'une force d'influence diplomatique considérable dans la décennie qui suit la chute de l'URSS ("victoire" de la Guerre Froide, démonstration de force au Kosovo en 1999...), les Américains vont réussir à faire plier des pays qui envisageaient le développement d'un arsenal nucléaire militaire (Iran, Irak, Corée du Nord). L'administration Clinton puis l'administration Bush entérinent l'idée de menace nucléaire dans certains pays, et tentent d'élargir le concept même de dissuasion à l'ensemble des armes de destruction massives (armes chimiques comprises donc). La dissuasion américaine est réellement efficace au cours de la décennie 1990-2000, le cas irakien, et le renoncement nord-coréen l'illustrant à la perfection. Mais l'embourbement américain en Afghanistan puis en Irak, et l'attentisme dont ils feront preuve en 2006 lorsque la Corée du Nord lance ses premiers essais nucléaires officiels, participent d'une décrédibilisation de l'interventionnisme américain. Les attentats du 11 septembre vont accentuer cette perte de crédit des Etats-Unis : touché au cœur de sa puissance, le « gendarme du monde » n'effraie plus autant les *rogue states* et le concept de dissuasion en vigueur depuis la fin de la Guerre Froide s'érode rapidement.

Le second mandat du président Obama marque en fin de compte une certaine rupture dans la lutte contre la prolifération nucléaire. La première puissance de la planète ne compte plus « forcer » les pays proliférants à mettre un terme à leurs programmes en usant de la peur. Pour les Etats-Unis et la communauté internationale, l'heure est au dialogue avec l'Iran. L'accord presque historique (si l'on fait exception de l'accord signé en 2003 qui n'avait presque rien apporté de neuf, les dernières véritables négociations remontaient aux années 1970) signé le 24 novembre 2013 en est la preuve. La société américaine avait déjà tourné le dos depuis plusieurs années à la dissuasion nucléaire, quelque peu « honteuse » des échecs afghans et irakiens. C'est désormais au gouvernement de remettre en question la dissuasion, ou tout du moins d'en adapter la forme aux situations. Les Etats-Unis, malgré les politiques des présidents Clinton puis Bush, n'ont pour l'heure pas réussi à enrayer les programmes nucléaires de l'Iran ou de la Corée du Nord. Et ils sont tout aussi conscients du coût que représente la dissuasion ou l'emploi de frappes nucléaires à l'encontre d'un pays réfractaire. La dissuasion change de forme, elle n'est plus punitive mais plutôt incitative et facilite les négociations

avec les pays proliférants. Les Etats-Unis sont désormais convaincus qu'ils ne peuvent traiter les problématiques internationales liées à l'arme nucléaire en cavalier seul. Ils ont besoin des autres puissances occidentales pour enrayer la prolifération à la fois étatique et non-étatique. Remettre en question la dissuasion conventionnelle, renouer avec le dialogue font partie de ce changement de paradigme pour la dissuasion nucléaire américaine.

*Quelles réponses à la dissuasion ? Vers un « terrorisme nucléaire » ?*

Il est également intéressant de se demander si l'accès à la technologie nucléaire militaire rend un pays plus enclin à adopter ou non une position diplomatique offensive voire agressive dans son entourage proche. Difficile en effet de juger si la volonté d'acquérir des technologies nucléaires militaires ne recouvre que la préservation d'intérêts vitaux, ou si elle est au contraire la manifestation de ce que Jean-Louis Gergorin appelle une « sanctuarisation agressive ». Canaliser des appétits de conquête lorsque l'on dispose d'un avantage de poids face à ses voisins peut s'avérer plus compliqué qu'on ne pourrait le penser à première vue. Et a contrario, il peut sembler légitime pour un Etat de se sentir menacé à voir ses frontières côtoyer celles d'un Etat nucléaire. C'est d'ailleurs l'un des arguments qu'avance l'Iran qui se dit visé par les missiles balistiques israéliens par exemple. La possession d'un arsenal nucléaire par des pays jugés dangereux amène certains à craindre le développement d'un véritable « terrorisme dissuasif ». Les « Etats-voyous » du Moyen-Orient, leur véhémence et la dimension hautement anti-américaine de leur discours idéologique alimentent aujourd'hui les craintes de la communauté internationale.

Peut-on pour autant parler de l'existence d'une menace d'un « terrorisme nucléaire » ? Est-il envisageable de voir se développer des réseaux semblables à ceux que l'on connaît aujourd'hui (Al-Qaïda au Moyen-Orient, AQMI, Ansar Dine ou encore Boko Haram en Afrique...) utilisant des armes de destruction massive et/ou des bombes thermonucléaires ? A l'heure actuelle, les seuls réseaux illicites et non-étatiques existant autour de l'arme nucléaire se concentrent dans l'espionnage de services ou dans la collecte illégale d'informations relatives aux technologies nucléaires. Le plus connu de ces réseaux reste le réseau Khan démantelé en 2003. Ce réseau s'employait depuis 1974 à détourner des informations classées secrètes en provenance des

Pays-Bas et vers le Pakistan – un réseau qui visait à doter le Pakistan d'une capacité nucléaire équivalente à celle du voisin indien. Cependant, à penser qu'un réseau clandestin veuille développer, fabriquer et utiliser ses propres technologies nucléaires, il lui serait impossible d'agir sans l'aide d'une infrastructure étatique. Le nucléaire militaire a un coût exorbitant : c'est plus de 3 milliards d'euros que la France alloue chaque année à la dissuasion nucléaire. Bien sûr, cela ne représente que 0,2% du PIB français mais, à titre de comparaison (et bien que ce chiffre ne reste que très approximatif en raison des difficultés de son estimation) le réseau Al-Qaïda fonctionnait au moment des attentats du 11 septembre 2001 avec un budget de 30 millions de dollars. Et s'il est relativement aisé de fabriquer des bombes artisanales ou d'établir un trafic d'armes souterrain pour ces réseaux, il est beaucoup plus difficile de former des ingénieurs à la fabrication de bombes thermonucléaires clandestines ou d'établir dans le secret le plus total des centres d'enrichissement et des centrifugeuses, ne serait-ce que par la taille des bâtiments. Il semble donc peu probable que l'avenir proche ne nous réserve la découverte de tels réseaux. Néanmoins, un risque existe : celui de voir se rapprocher la nébuleuse terroriste de gouvernements autoritaires, dont les intentions pourraient sérieusement porter atteinte à l'équilibre diplomatique mondial.

### **Pourquoi se doter encore de l'arme nucléaire ? Etude du cas iranien**

Au début de ce XXIe siècle, rares sont les pays cherchant officiellement ou officieusement à se doter de l'arme nucléaire. Il y eut le bref épisode birman, soldé par le retour dans le rang de la junte au pouvoir. Il y a toujours l'épineux cas nord-coréen, énigme géopolitique au destin terriblement singulier. Et puis il y a l'Iran. Il n'y a pas meilleur exemple pour comprendre l'intérêt d'un pays à avoir accès à l'arme nucléaire. En raison de son histoire récente, son implantation géographique, son dessein (géo)politique et son statut économique, l'Iran passionne et aiguise les intérêts et les théories les plus folles. Dans ce dossier, il ne sera nullement question de retracer en longueur l'histoire du programme iranien, mais plutôt d'en expliquer les tenants et aboutissants, trop souvent oubliés ou passés sous silence pour surestimer les vellétés iraniennes.

L'histoire du programme iranien est faite de très nombreux clins d'œil du destin. Le premier intervient aux origines. En effet, c'est avec

l'assistance américaine que le Shah construisit un centre de recherche (muni d'un réacteur) dès 1967. Des accords sont ensuite signés, envoyant notamment des chercheurs iraniens en étude au MIT. Des entreprises allemandes et françaises sont aussi impliquées dans la construction des centrales de Bouchehr. En prenant du recul, il est patent que la volonté iranienne de se doter du nucléaire était plus forte à l'époque du Shah qu'aujourd'hui. Autre clin d'œil est l'évolution de l'opinion des modèles religieux du régime. Aussi incroyable que cela puisse paraître, l'Ayatollah Khomeini était un fervent thuriféraire du programme iranien. La guerre contre l'Irak lui fit changer d'avis, surtout lorsque les centrales ont été victimes de bombardements. Toutes les entreprises occidentales ont dû refuser d'aider l'Irak, sous la pression de leurs gouvernants, belle occasion perdue par l'Occident de contrôler le développement du nucléaire de l'Etat perse.

Indépendamment de ce qui a été développé précédemment, le cas iranien est un exemple typique pour exposer toutes les motivations qu'un Etat moderne peut avoir à se doter de l'énergie nucléaire. Bien sûr, les motivations à se doter d'équipements nucléaires civils diffèrent de celles à se doter de munitions militaires. Dans l'exemple iranien, autant les motivations avancées se sont toujours bornées au premier cas, autant la réalité (désormais connue de tous et avouée par le régime iranien) a largement débordé au deuxième.

#### *D'une volonté défensive...*

A l'origine, on comprend aisément les velléités iraniennes avec une simple étude géographique et historique. La première motivation est simplement liée à la peur de se faire attaquer par un ennemi. Détenir un potentiel nucléaire permet à la fois de menacer en retour cet ennemi voire d'avoir des moyens de rétorsion considérables. On comprend aisément qu'il s'agit d'une application nette du principe même de dissuasion. Néanmoins, au contraire d'autres pays ayant cherché à se doter de l'arme, cette peur est partie d'une cruelle réalité. En effet, historiquement, l'Irak a subi des interférences étrangères, comme lors de l'intervention de la CIA dans le Coup d'Etat de 1953. Plus récemment, même après la Révolution islamique, la guerre contre l'Irak a fait prendre conscience à l'Irak de sa vulnérabilité. Il s'agit donc d'une certaine différence avec d'autres pays comme la Birmanie, l'Afrique du Sud voire la Corée du Nord, peu ou pas en guerre contre des ennemis extérieurs, mais seulement intérieurs. Depuis lors, le voisinage de l'Irak a pris un avantage considérable. A l'Est, le

Pakistan et l'Inde ont l'arme. Au Nord, la Russie et, à l'Ouest, Israël, l'ont également. Enfin, il y a bientôt quinze ans, l'Afghanistan et l'Irak ont été envahis par les Etats-Unis, autre puissance nucléaire (Etats-Unis qui avaient d'ailleurs soutenus Saddam Hussein dans son invasion de l'Irak en 1980 et qui a plusieurs fois usé de ses réseaux pour renverser le gouvernement iranien en place...). Au vu de cette description, il est clair que la peur à la fois d'une intervention étrangère et d'un décrochage en termes de puissance militaire est entrée dans l'équation.

#### *... A un dessein géopolitique plus établi*

Parallèlement, l'Irak s'est orienté vers le choix du nucléaire de par une volonté d'indépendance et d'influence. Cette arme nucléaire peut être vue comme un outil de puissance et de prestige. Ici, il n'est pas question de penser que l'arme soit l'agent pensé par l'Irak pour retrouver l'influence perdue de l'Empire perse. Néanmoins, les guides ont toujours pensé que la Révolution islamique devait être un modèle pour tout le monde musulman. L'acquisition de l'arme pourrait-elle faire de l'Irak un exemple dans la région ? L'Irak deviendrait en effet le premier pays moyen-oriental à se doter de l'arme, Israël mis à part. Or, le dessein géopolitique de l'Irak est de rallier une majorité des populations musulmanes à sa cause, quitte à, depuis quelques années, se faire passer pour le héraut de l'anti-américanisme. Ce rejet de la tutelle américaine est un moyen détourné de Téhéran pour attirer les masses des rues musulmanes à son projet. Accuser les Etats-Unis de toutes sortes de méfaits fait partie de la rhétorique iranienne. Plus encore, acquérir l'arme est un moyen de remporter un point décisif vis-à-vis du grand ennemi dans la région. Non pas Israël, certes haï et tyrannisé du temps d'Ahmadinejad. Mais bien plutôt l'Arabie Saoudite. A ce titre, le récent Printemps arabe a fortement tendu l'opposition entre les deux pays. Les escarmouches ont été nombreuses, comme lorsque le souverain bahreïni, soutenu par les Saoudiens, faillit être destitué par le peuple, majoritairement chiite et soutenu par l'Irak.

#### *Le nucléaire comme fédérateur interne*

Enfin, dernièrement, le programme nucléaire est vu comme une arme politique interne. En effet, il s'est créé un formidable sentiment d'unité nationale au fur et à mesure des requêtes étrangères poussant le régime à abandonner son programme. Que ce soient les islamistes les plus durs souhaitant l'application totale de la charia, ou des laïcs des régions du nord de Téhéran, une grande majorité d'Iraniens soutiennent l'acquisition de l'arme, oubliant là leurs différences ethniques ou religieuses. Ainsi, même si

le peuple pâtit des sanctions, la révolution verte de 2009 a parlé de tous les sujets, sauf le sujet nucléaire, où un consensus majeur existe, entre gouvernants et opposants. Même lorsque l'AIEA a révélé, en 2011, que le pays travaillait clandestinement sur un programme, les Iraniens étaient très heureux de voir que leur pays est sur la voie de rejoindre le club des grandes puissances nucléaires. L'Iran se fait une joie de voir que l'Occident tente d'affirmer qu'il y a des modérés et des durs en Iran, ceux que l'on peut fréquenter et avec qui on peut faire du business, et les autres : tout cela est mascarade. Ce sont bien les modérés Khatami et Rafsandjani qui ont le plus développé le programme durant leur mandature.

Au final, on comprend donc aisément l'obsession nucléaire iranienne, même si cela implique de devenir un paria sur la scène internationale. Des sanctions ne sont rien à côté de la survie du pays et de son progrès, du point de vue des gouvernants. L'Iran, depuis l'intensification de son programme (années 1980), a perpétuellement évolué dans un contexte de méfiance vis-à-vis de ces puissances qui, selon lui, pourrait l'envahir à tout moment. Acquérir l'arme est en effet un moyen facile de rendre le coût d'une attaque étrangère éminemment plus élevée. Sans oublier, évidemment, que lorsqu'une puissance étrangère est incertaine quant aux avancées réelles du programme iranien (cela vaut également dans le cas nord-coréen), toute mesure de rétorsion doit être consciencieusement réfléchie. Durant la période Ahmadinejad, l'Iran savait que l'Occident ne l'empêcherait pas d'avoir son programme sans l'attaquer, comme son inaction en Corée du Nord ou Pakistan le montra par le passé. Néanmoins, les avancées diplomatiques perceptibles depuis l'arrivée au pouvoir de Rohani peuvent faire penser à une évolution radicale du régime. Evolution qui ne pourra être que confirmée par les faits dans les prochaines années.

### **Quelle légitimité pour l'arme nucléaire aujourd'hui ?**

Depuis les premiers essais nucléaires dans le Sahara algérien en 1960, la question se pose en France : à quoi sert l'arme nucléaire ? A-t-on réellement besoin de posséder une force de destruction aussi puissante et dangereuse ? Est-on réellement plus en sécurité dans un monde où certaines puissances usent de la dissuasion pour calmer les tensions interétatiques ? Toutes ces questions opposent bien sûr partisans et détracteurs de l'arme nucléaire, le débat étant régulièrement alimenté par les médias.

### *Comment justifier la possession de l'arme nucléaire aujourd'hui ?*

Les opposants à l'arme nucléaire et à la dissuasion évoquent souvent l'escalade de violence et de tensions qui résultent de l'accession d'un pays à l'arme nucléaire. Selon eux, l'usage de la dissuasion entretient un système instable où la peur domine. Mais force est de constater que la dissuasion nucléaire a joué un rôle déterminant au cours de la Guerre Froide, évitant aux deux Grands de franchir le pas d'une attaque nucléaire, frôlant certes parfois de peu le conflit ouvert comme en 1962 lors de la crise des missiles de Cuba.

Aujourd'hui, la possession d'un arsenal nucléaire est sans aucun doute un gage de sécurité et un levier d'influence sur l'échiquier international. C'est le cas de la France notamment : avant son retour dans le commandement intégré de l'OTAN en 2006, c'est en partie grâce à la puissance de son arsenal nucléaire que le pays a réussi à se désolidariser de la houlette américaine. Plus largement, l'arme nucléaire constitue une sorte d'estrade sur laquelle se hissent un nombre réduit de pays qui ont dès lors une influence considérable sur les tables de négociation. Il est ainsi facile de comprendre pourquoi le programme iranien est tant surveillé : les Occidentaux craignent qu'un pays autoritaire comme l'Iran n'accède à des technologies dont il pourrait faire un usage détourné. En effet, les actuels détenteurs de l'arme nucléaire ne souhaitent pas voir disparaître un de leurs rares et précieux atouts diplomatiques qui les maintiennent encore plus influents que le reste de la planète. En outre, le désarmement stipulé par le TNP est extrêmement long à se mettre en place, certains Etats occidentaux rechignant indirectement à dénucléariser leur arsenal militaire.

User de dissuasion à l'encontre de ses rivaux diplomatiques ou de son entourage géographique pour assouvir des appétits de conquête constitue en effet le point de mire de toujours plus de nations aujourd'hui. Il faut bien comprendre que l'Iran n'a que faire de la puissance nucléaire de la France, du Royaume-Uni ou même des Etats-Unis. Le fait que ces pays possèdent ou non l'arme n'est finalement pas la motivation première de l'Iran pour l'acquérir lui aussi. C'est avant tout pour s'assurer un leadership régional et pour se prémunir d'une menace potentielle provenant d'un étranger proche à haute teneur en technologies nucléaires qu'un pays comme l'Iran compte posséder une force de dissuasion.

### *L'arme nucléaire est-elle amenée à disparaître ?*

De même que la question de la dissuasion, celle du désarmement s'est très vite imposée à la

communauté internationale. La course à l'armement lors de la Guerre Froide a fait prendre conscience des enjeux et risques d'un monde régi par la menace nucléaire. Déjà en 1963, un Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires est signé pour pallier le cercle vicieux d'une course sans fin à l'armement le plus puissant. Au fil des années, de multiples rencontres internationales ont abouti à la ratification de traités plus ou moins efficaces pour tenter de dénucléariser le monde. Mais les échecs des accords START II de 1993 (qui ne sont jamais entrés en vigueur) et le manque de résultats du Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires signé en 1995 (qui n'est lui non plus jamais entré en vigueur) ou de l'accord russo-américain New START de 2011 dénotent d'une certaine prise de distance des Etats par rapport à la question du désarmement. D'un côté on ne veut pas perdre un avantage diplomatique face à des pays qui bouleversent l'échiquier international et de l'autre on se refuse à toute négociation avec des pays occidentaux moralisateurs qui ne cherchent qu'à conserver un leadership géopolitique qualifié d'injustifié. Et puis surtout, il apparaît difficile de s'entendre sur les termes d'un monde « sans nucléaire ». A partir de quel seuil pourra-t-on considérer un pays comme définitivement dénucléarisé ? L'Agence Internationale de l'Energie Atomique sera-t-elle assez efficace et assez objective pour se tenir garante d'un monde sans nucléaire militaire ? Et enfin, c'est la troisième interrogation : pourrait-on accorder quelque légitimité à un monde dépourvu de dissuasion nucléaire ? Un monde dénucléarisé peut se révéler instable, sans véritable leader pour coordonner la communauté internationale, et mener à d'improductives cacophonies interétatiques.

Il est donc encore bien tôt pour espérer un monde totalement dénucléarisé. La maîtrise des arsenaux nucléaires, tout en évitant une prolifération massive à l'échelle de la planète est pour l'heure bien plus à propos.

## Conclusion

La place de l'arme nucléaire dans les relations internationales constitue bien l'une des plus grandes problématiques de ce XXI<sup>e</sup> siècle. Prolifération et dissuasion s'imbriquent et s'entrecroisent selon des normes et des logiques souvent difficiles à décrypter : les pays détenteurs de l'arme atomique souhaitent garder jalousement ce moyen de pression diplomatique face à des pays proliférants qui considèrent quant à eux comme bien hypocrite l'attitude des donneurs de leçons occidentaux. Mais l'étude du cas iranien nous montre qu'en fin de compte, ce n'est pas nécessairement le comportement moralisateur de certains pays qui motive les Etats proliférants à engager des programmes d'enrichissement nucléaire. L'arme atomique est une fierté nationale, elle est un moyen de s'assurer un leadership régional, de répondre à une menace potentielle émanant d'un pays voisin, elle peut même devenir un moyen d'assouvir des appétits de conquête pour un pays désireux d'étendre son territoire. On l'aura compris, la possession de la bombe assure la possibilité de se faire entendre lors des négociations internationales. Nul doute que dans ce contexte, le désarmement nucléaire n'est encore qu'un horizon lointain : certes, grâce à la signature de traités internationaux, les prémices d'un monde dénucléarisé se font sentir, mais la léthargie qui règne autour des solutions effectives de désarmement ainsi que la lenteur des négociations freinent tout espoir de penser un monde dénucléarisé dans un avenir proche. Les Etats détenteurs de l'arme atomique ont pour l'heure déjà bien du mal à maîtriser leur arsenal, tant les exactions de certains pays proliférants refroidissent les Occidentaux à se désengager du nucléaire. Peut-on alors fonder espoir dans une troisième voie, celle des négociations, non pas par la dissuasion, mais par le dialogue ? Il est encore trop tôt pour en être sûr, mais le bilan tiré de l'accord de Genève concernant le nucléaire iranien nous donnera quelques éléments de réponse.

## Bibliographie et sources

### Sur les sujets de dissuasion/prolifération :

*Revue Diplomatie – Géopolitique du nucléaire Octobre-Novembre 2013*

« *Quelles nouvelles menaces, quelles ripostes, quelle dissuasion ?* » paru dans *Défense Nationale*, J.L. Gergorin, 1992  
*Le marché noir de la bombe*, B. Tertrais, 2009

« *Défenses antimissiles : l'analyse stratégique et l'intérêt européen* » paru dans *Politique Etrangère*, B. Tertrais, 2009

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/desarmement-et-non-proliferation/la-france-et-la-non-proliferation/article/lutte-contre-la-proliferation>

[https://www.cia.gov/library/reports/general-reports-1/iraq\\_wmd\\_2004/chap4.html](https://www.cia.gov/library/reports/general-reports-1/iraq_wmd_2004/chap4.html)

### Sur l'Iran :

*The Iran Case: Addressing Why Countries Want Nuclear Weapons*, Robert E. Hunter, 2004

*Why does Iran want nuclear weapons? The US drops some hypocrisy bombs*, Joe Hendren, 2007

*Why Iran wants the bomb*, article de *The Guardian*, 9 novembre 2011,

*Why Iran Wants the Bomb: An Iranian's Perspective*, article paru dans *l'Iran Observer*, 27 février 2012

Sans oublier les articles de The Oxford Research Group : [www.oxfordresearchgroup.org.uk/work/middle\\_east/iran.php](http://www.oxfordresearchgroup.org.uk/work/middle_east/iran.php)

### **Et tous les articles de notre site internet traitant du thème du nucléaire :**

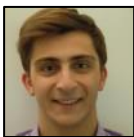
<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/situations-decryptees/15744-la-proliferation-du-nucleaire>

<http://les-yeux-du-monde.fr/histoires/14783-lhistoire-du-developpement-du>

*Sans oublier nos mises à jour fréquentes sur le dossier iranien, accessibles via*

<http://les-yeux-du-monde.fr/category/actualite/sujets-chauds/nucleaire-iranien-sujets-chauds>

### **A propos des auteurs...**



**Quentin ALBERT** est étudiant à NEOMA Business School. Il a remporté en 2011 le prix du Deal Making lors du concours de Géopolitique de la Grenoble Management School.



**Alexandre LIEBERMANN** est étudiant à HEC Paris, programme Grande Ecole, coprésident de l'association Les Yeux du Monde et Responsable communication et partenariats du site.